

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est alloué au Conseil économique régional pour le Brabant une subvention de cinq millions de francs (5 000 000 F) imputable à l'article 41.05, titre 1er, section 34, du budget de la Région bruxelloise de l'année budgétaire 1987, pour couvrir les frais de fonctionnement du troisième trimestre 1987.

Art. 2. A la clôture de l'exercice 1987 le Conseil économique régional pour le Brabant justifiera l'emploi de la subvention accordée, par la remise des états de recettes et de dépenses de l'année ainsi que de son bilan arrêté au 31 décembre 1987.

Art. 3. Notre Ministre de la Région bruxelloise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 7 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
F.-X. de DONNEA

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant wordt een toelage toegekend van vijf miljoen frank (5 000 000 F) aan te rekenen op artikel 41.05, titel I, sectie 34, van begroting van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1987, om de werkingskosten van het derde trimester 1987 te dekken.

Art. 2. De Gewestelijke Economische Raad voor Brabant is ertoe gehouden bij de sluiting van het dienstjaar verantwoording te verstrekken over de aanwending van de toegekende toelage door overlegging van de staat van ontvangsten en uitgaven alsmede de balans afgesloten op 31 december 1987.

Art. 3. Onze Minister van het Brussels Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 7 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,
F.-X. de DONNEA

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1685

9 AVRIL 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 3°;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 30 avril 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1985 modifiant le décret du 30 avril 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1985 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre régional wallon ayant le Budget et les Finances dans ses attributions;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3;

Vu l'urgence;

Tenant compte que l'article 4 du décret du 30 avril 1985 en vigueur depuis le 1er janvier 1986, subordonne l'octroi de subventions à la conclusion d'une convention-type;

Tenant compte qu'à la date du 4 mars 1987, 229 programmes triennaux ont, d'ores et déjà, été approuvés;

Tenant compte que la somme totale des investissements projetés pour la seule année 1986 s'élève à 5 544 431 875 FB et à 7 620 626 761 FB pour l'année 1987;

Tenant compte de ce que nombre de ces projets couvrent des investissements dont la réalisation immédiate s'avère indispensable à la sauvegarde du patrimoine et à la sécurité des citoyens,

Arrête :

Article 1er. L'octroi des subventions visées par le décret du 30 avril 1985, modifié par celui du 25 juin 1985, relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public est, en matière de voirie, d'égouttage, de voies piétonnes à l'exclusion des trottoirs, de travaux aux bâtiments ou biens immobiliers, tels que définis à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1985, subordonné à la conclusion de la convention-type figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa parution au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 avril 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
pour les Technologies nouvelles, le Personnel et les Relations extérieures,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget, les Finances et les Travaux subsidiés,
Ch. AUBECQ

CONVENTION-TYPE

PRELIMINAIRE

Entre,

Ci-dessous dénommée le maître de l'ouvrage, d'une part et

Ci-dessous dénommé(e) l'auteur de projet.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet du contrat* :

Travaux relatifs à :

L'auteur de projet s'engage, pour le compte du maître de l'ouvrage et dans les conditions déterminées par le présent contrat, à :

- dresser l'avant-projet des travaux (1);
- dresser le projet complet des travaux relatifs à
conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de marchés publics;
- établir le rapport d'attribution du marché;
- assurer le contrôle des travaux;
- assurer la surveillance de ceux-ci (1);
- traiter les états de paiement de l'entrepreneur;
- assister le maître de l'ouvrage à l'occasion de toute démarche entreprise par ce dernier dans le cadre du présent marché ainsi qu'à l'occasion de tout différend entre celui-ci et l'entrepreneur ou un tiers;
- fournir la preuve qu'il a contracté une assurance couvrant sa responsabilité professionnelle au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil sauf si en tant que service public, il couvre lui-même sa responsabilité.

Il est expressément entendu que les engagements susvisés autres que ceux relatifs à l'avant-projet ne recevront leur exécution partielle, ou totale que si le maître de l'ouvrage fait appel à la collaboration de l'auteur de projet par l'envoi recommandé d'une lettre de commande déterminant l'objet précis, la nature et l'importance de la mission à remplir par l'auteur de projet.

Il est également expressément entendu que dans le cas où la première lettre de commande relative au projet ne serait pas délivrée dans un délai d'un an, à dater du présent contrat, chacune des parties sera par le fait même de l'expiration des délais, déliée de tous engagements réciproques et sans qu'il y ait lieu à indemnisation généralement quelconque.

Article 2. — *Avant-projet* :

« Dans les quarante (2) jours ouvrables qui suivent la date de la signature du présent contrat, l'auteur de projet soumet au maître de l'ouvrage un avant projet justifié par un rapport explicatif et rédigé sur la base des renseignements qu'il recueille sur place.

Le dossier d'avant-projet comprendra :

- un plan de situation à l'échelle 1/10 000ème;
- une estimation du coût des travaux ainsi que les documents suivants :

—
—
—
—

Les documents dont question ci-dessus seront remis au maître de l'ouvrage en 4 exemplaires.

Sur le vu de ces documents et renseignements, le maître de l'ouvrage détermine les travaux à prévoir dans le projet, ainsi que les phases d'exécution.

Le maître d'ouvrage délivre alors une lettre de commande.

Article 3. — *Projet* :

L'auteur de projet dresse tous les levés et documents nécessaires à la mise en adjudication du projet.

Il lui appartient par ailleurs de tenir compte de la nature du sol. Sur proposition justifiée de l'auteur de projet, le maître de l'ouvrage commande et prend à sa charge le coût des essais géotechniques et des autres essais éventuels.

(1) Le maître de l'ouvrage choisit librement de confier ou de ne pas confier ces différentes missions à l'auteur de projet en tenant compte de la nature, de l'étendue des travaux et de ses propres capacités techniques.

(2) Lorsque des circonstances inhérentes à la cause le justifient, ce délai peut être prolongé sur proposition de l'auteur de projet et par décision motivée du maître de l'ouvrage.

Le projet comprend :

1° Plans :

Tenant compte de la nature et de l'étendue des travaux, le projet comprendra nécessairement les plans suivants :

—
—
—
—

2° Dactylographiés en 4 exemplaires :

Le cahier spécial des charges, le métré descriptif des travaux, le métré récapitulatif, l'estimation du coût des travaux ainsi qu'une note justificative des quantités présumées.

3° Une note comportant les renseignements suivants :

Justification de la conception générale du projet et des dispositions particulières (profils-type, justification du dimensionnement des voiries et de l'égouttage, calcul justificatif des armatures et du dimensionnement des ouvrages d'art et des canalisations, etc.).

4° L'auteur de projet est tenu d'apporter à son projet toutes les corrections de mise au point demandées par le maître de l'ouvrage.

5° Lorsque la fourniture de plans et/ou documents complémentaires résulte de modifications ordonnées par le maître de l'ouvrage après remise du projet, éventuellement corrigé conformément au point n° 4 ci-dessus, ou lorsque ces plans et/ou documents sont nécessités par des ouvrages nouveaux supplémentaires, il y aura lieu à paiement d'honoraires.

Article 4. — *Délais :*

4.1. L'auteur de projet s'engage à déposer chez le maître de l'ouvrage le dossier constitué comme il est prévu à l'article 3, au plus tard soixante jours ouvrables après la date de la commande délivrée par le maître de l'ouvrage (3).

Il est ajouté vingt jours ouvrables aux délais qui chevauchent la période des congés payés légaux.

4.2. La lettre de commande des plans et/ou documents complémentaires en fixera le délai de fourniture; celui-ci ne peut excéder vingt jours ouvrables (cfr. art. 3, 5).

4.3. L'approbation du projet est signifiée par le maître de l'ouvrage à l'auteur de projet, par lettre recommandée dès que le susdit dossier est parfaitement constitué et trouvé en ordre.

Article 5. — *Documents relatifs à la passation du marché :*

La reproduction de ces documents incombe à l'auteur de projet, les frais y afférents sont à charge du maître de l'ouvrage.

Article 6. — *Ouverture des soumissions et vérifications des offres :*

Le maître de l'ouvrage procède à l'ouverture des soumissions en présence de l'auteur de projet ou de son représentant.

L'auteur de projet fait parvenir au maître de l'ouvrage un rapport complet relatif à la désignation de l'adjudicataire dans les quinze jours ouvrables qui suivent la date de l'ouverture des soumissions.

Ce rapport, fourni en trois exemplaires, comprend toutes les opérations nécessaires à une juste attribution du marché.

Il comprendra en tous cas :

- la vérification des opérations arithmétiques;
- la vérification de la régularité des offres;
- l'analyse de l'écart entre l'estimation et le montant de la soumission régulière la plus basse;
- l'examen des prix unitaires et notamment des prix anormaux éventuels.

Article 7. — *Ordre de service :*

En temps voulu, le maître de l'ouvrage adresse, par recommandé, à l'auteur de projet :

1° une copie de la notification de l'attribution du marché à l'entrepreneur;

2° une copie de l'ordre de commencer les travaux. Les ordres d'interruption, de reprise des travaux, sont donnés par le maître de l'ouvrage sur proposition motivée de l'auteur de projet.

Article 8. — *Contrôle des travaux :*

8.1. Dès le commencement des travaux, l'auteur de projet assure le contrôle de l'exécution des conditions du contrat d'entreprise, il donne toutes les directives nécessaires à une bonne exécution des travaux.

Il lui incombe de procéder à la vérification du tracé et des hauteurs.

Tous les manquements aux clauses et conditions du contrat d'entreprise sont constatés sous forme de procès-verbaux par l'auteur de projet. Il transmet immédiatement ceux-ci, par lettre recommandée, au maître de l'ouvrage accompagnés de son avis et de ses propositions.

8.2. Préalablement à la commande de l'entrepreneur, toute modification à l'exécution ou aux conditions du contrat d'entreprise (art. 42 du cahier général des charges) ainsi que les travaux supplémentaires doivent être soumis immédiatement pour accord de principe au maître de l'ouvrage.

De même, toute modification aux conditions du contrat d'entreprise, toute réalisation de travaux supplémentaire survenant en cours d'exécution du contrat d'entreprise doivent être soumis à l'approbation préalable du maître de l'ouvrage.

Dès réception de cet accord, l'auteur de projet donne toutes les instructions nécessaires à l'entrepreneur, dresse selon le cas, un projet d'avenant ou un projet de décompte et soumet ce document à l'approbation du maître de l'ouvrage; le projet de décompte devra être accompagné de la justification des prix demandés par l'entrepreneur.

Toute modification au projet, intervenue en cours d'entreprise, sera reportée par l'auteur de projet sur un exemplaire des plans de base qu'il remettra au maître de l'ouvrage concerné lors de l'introduction du décompte final.

(3) Lorsque des circonstances inhérentes à la cause le justifient, ce délai peut être prolongé sur proposition de l'auteur de projet et par décision motivée du maître de l'ouvrage.

8.3. L'auteur de projet vérifie les déclarations de créance ainsi que les états justificatifs des travaux exécutés, rédige un procès-verbal d'avancement des travaux, documents qu'il transmet, au maître de l'ouvrage, dans le 8 jours ouvrables à dater de leur réception, avec mention du montant approuvé par lui.

Le maître de l'ouvrage fait ensuite le nécessaire pour communiquer à l'entrepreneur le montant exact de sa créance et l'invite à présenter sa facture.

8.4. L'auteur de projet se charge d'assister le maître de l'ouvrage dans les réceptions provisoire et définitive des travaux.

Il en fixe lui-même la date, avec l'accord du maître de l'ouvrage, dans le cadre des dispositions de l'article 43 du cahier général des charges et en donne connaissance à l'entrepreneur.

Il assiste pareillement le maître de l'ouvrage dans la rédaction du procès-verbal, soit de réception, soit de refus.

La date réelle d'achèvement des travaux devra figurer sur le procès-verbal ainsi rédigé.

Il sera immédiatement signifié à l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage.

8.5. Après réception provisoire, l'auteur de projet dresse le décompte final. Celui-ci est soumis aux mêmes formalités qu'une demande d'acompte, et est transmis au maître de l'ouvrage au plus tard quinze jours ouvrables après la réception provisoire.

De plus, il sera accompagné d'une note justifiant les modifications aux quantités prévues, appuyée des croquis de mesurage y afférents, d'une note concernant le délai d'exécution et du calcul du montant réel de chaque décompte pris séparément.

Article 9. — *Surveillance des travaux* (5) :

Dès les commencement des travaux, la surveillance est assurée par l'auteur de projet ou son représentant.

Elle comporte :

- la vérification de la conformité des matériaux mis en œuvre et des ouvrages exécutés aux clauses et conditions du projet (en ce compris la réception des matériaux et la réalisation des essais prévus);
- la tenue du cahier des attachements et du journal des travaux.

Article 10. — *Honoraires* :

Les interventions de l'auteur de projet, telles qu'elles sont décrites au présent contrat sont rémunérées suivant les barèmes en vigueur.

Le prix de la soumission initiale sert de base au calcul des honoraires.

Les honoraires sont calculés en pourcent, au prorata du coût des travaux, le montant à prendre en considération comprenant, hors T.V.A., la part à charge du maître de l'ouvrage et la part de la Région, voir même exceptionnellement, celle qui incomberait à d'autres.

En aucun cas, les révisions contractuelles du marché ne peuvent intervenir dans le calcul des honoraires.

Article 11. — *Paiement des honoraires* :

Les paiements s'effectuent comme suit :

11.1. A l'approbation de l'avant projet « ou au plus tard, en cas d'absence de décision de refus dûment justifiée, à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à dater de son dépôt » : 15 % des honoraires spécifiés à l'article 10 sur la base du montant de l'estimation admise par le maître de l'ouvrage.

A. Etude :

11.2. A l'approbation du projet « ou au plus tard, en cas d'absence de décision de refus dûment justifiée, à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à dater de son dépôt » : 50 % des honoraires spécifiés à l'article 10 sur la base du montant de l'estimation des travaux acceptés par le maître de l'ouvrage.

Toutefois, lorsque le maître de l'ouvrage a également confié à l'auteur de projet la réalisation de l'avant projet, il est fait déduction des honoraires visés à l'article 11.1. (15 %).

11.3. A l'approbation de la soumission « ou au plus tard, en cas d'absence de décision de refus dûment justifiée, à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours à dater de son dépôt » : 65 % des honoraires spécifiés à l'article 10 sur la base de la soumission approuvée sous déduction des honoraires déjà payés (cfr. 11.1 et 11.2.).

11.4. Lorsque les travaux sont exécutés pour la moitié du montant de l'adjudication : 80 % des honoraires spécifiés à l'article 10 sur la base de la soumission approuvée sous déduction des honoraires déjà payés (cfr. 11.1, 11.2, 11.3).

11.5. 1° Le solde des honoraires est libéré au décompte final des travaux après la réception provisoire de ceux-ci et au plus tard à l'expiration d'un délai de trois mois prenant cours à dater de l'approbation du décompte final.

2° Les décomptes survenant en cours d'exécution des travaux, ou avant la réception provisoire, donnent lieu à révision des honoraires.

Cette révision intervient lors de la liquidation du décompte final.

Les décomptes en plus qui seraient dus à une erreur ou une faute de l'auteur de projet ne donnent pas lieu à révision des honoraires.

Les décomptes en moins ne donnent pas lieu à révision, sauf s'il y a erreur ou faute de l'auteur de projet.

Dans le cas où, sur décision du maître de l'ouvrage, une partie de l'entreprise initiale n'est pas réalisée, après mise en adjudication de l'investissement, le paiement des honoraires s'effectue conformément à l'article 11.1, 11.2, 11.3, le solde des honoraires (article 11.4 et 11.5) étant libéré au prorata des travaux effectivement réalisés.

B. Exécution fractionnée :

En cas de défaillance de l'adjudicataire initial et d'achèvement des travaux par un autre entrepreneur, les honoraires d'étude sont revus et calculés, d'une part, sur la base du montant des travaux exécutés par le défaillant hors révision et d'autre part, sur la base du montant de l'offre retenue pour l'achèvement des travaux sans cumuler les montants en question pour établir la base de calcul des honoraires.

Article 12. — *Travaux non mis en adjudication* :

Si les travaux n'ont pas été mis en adjudication dans l'année de la date de l'approbation du projet, il est liquidé à l'auteur de projet 60 % des honoraires spécifiés à l'article 10, sous déduction des honoraires déjà payés (cfr. 11.1 et 11.2).

(5) Cet article ne s'applique que dans la mesure où cette mission a été confiée à l'auteur de projet conformément à l'article 1er de la présente convention.

S'il est décidé de ne pas exécuter les travaux mis en adjudication, l'auteur de projet reçoit 70 % des honoraires spécifiés à l'article 10, à titre de solde de compte, sous déduction des honoraires déjà payés (cfr. 11.1, 11.2, 11.3).

Toutefois, si le maître de l'ouvrage décide par la suite de poursuivre la réalisation du projet, les honoraires déjà liquidés conformément aux alinéas précédents sont déduits du montant global des honoraires dus.

Article 13. — Retard d'exécution, pénalités :

a) A défaut, pour l'auteur de projet, d'avoir observé le délai dont question à l'article 4, une pénalité journalière de 1 000 F est d'application.

La cause étrangère, le cas de force majeure ou le cas fortuit dont l'auteur de projet veut se prévaloir, doit, sous peine de forclusion, être dénoncé par lettre recommandée au maître de l'ouvrage au plus tard dans les cinq jours de sa survenance.

b) Les mêmes sanctions s'appliquent aux délais imposés éventuellement à l'auteur de projet pour la correction et l'adaptation des projets aux remarques du maître de l'ouvrage (cfr. 3.5) et pour le collationnement du texte du cahier des charges (cfr. article 5).

c) La transmission tardive par l'auteur de projet du résultat d'adjudication donne lieu à une pénalité de 2 000 F par jour de retard (cfr. article 6).

d) L'auteur de projet est pécuniairement responsable des intérêts que l'entrepreneur pourrait réclamer pour les retards dans les paiements qui seraient motivés par la transmission tardive par l'auteur de projet des demandes de paiement de l'entrepreneur ou d'autres documents dont dépend un paiement.

e) L'auteur de projet est également pécuniairement responsable pour la commande de travaux modificatifs et supplémentaires que le maître de l'ouvrage ne pourrait accepter.

f) Si l'auteur de projet néglige de dresser un procès-verbal de constat ou le fait tardivement, permettant ainsi à l'entrepreneur d'en profiter pour invoquer une situation acquise ou un accord tacite, et refuser la réparation de l'infraction, le maître de l'ouvrage fera exécuter cette réparation à charge de l'auteur de projet.

Si l'auteur de projet néglige de dresser un procès-verbal constatant le non-achèvement du travail à la date contractuellement prévue ou le procès-verbal relatif aux réceptions provisoire et définitive dans les délais prescrits à l'article 43 du cahier général des charges, les amendes de retard non-récupérables auprès de l'entrepreneur et tous autres débours seront à sa charge.

g) Toutes les pénalités dont question sous a, b, c, d et e seront encourues de plein droit par la seule échéance des délais et sans mise en demeure préalable; pour celles sous e, la faute de l'auteur sera constatée et signifiée par lettre recommandée.

h) En cas d'impossibilité — momentanée ou prolongée — de poursuivre la mission qui lui a été confiée, l'auteur de projet indique sans délai au maître de l'ouvrage la personne qu'il propose pour son remplacement. Si cette proposition ne reçoit pas l'agrément du maître de l'ouvrage, ce dernier peut désigner la personne de son choix.

Article 14. — Responsabilité :

La responsabilité de l'auteur de projet n'est pas dérogée par le fait que le maître de l'ouvrage a contrôlé et approuvé le projet et, le cas échéant, les documents complémentaires.

Article 15. — Sanctions :

Si l'auteur de projet manque gravement à ses obligations, donne des preuves d'incompétence ou de négligence et notamment lorsque les délais de fourniture, dont il est question à l'article 4 ci-avant sont dépassés de plus de trente jours, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de mettre fin au présent contrat sans autre formalité que l'envoi d'une lettre recommandée à la poste et sans préjudice des dispositions de l'article 14.

En cas de décès ou d'interdiction de l'auteur de projet, le présent contrat est résolu de plein droit pour la partie non exécutée.

En cas de résolution du présent contrat, il est dressé un état des prestations accomplies et pouvant donner lieu à honoraires.

Après compensation éventuelle, les honoraires ainsi établis sont liquidés au profit de l'auteur de projet ou de ses ayants droit.

Article 16. — Emploi des langues :

L'auteur de projet rédigera les documents conformément aux prescriptions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Si, en vertu de cette législation, les documents sont exigés en plusieurs langues, les frais de traduction et de collationnement des textes sont remboursés à l'auteur de projet sur production des pièces justificatives.

Article 17. — Mode de paiement :

Les paiements seront effectués par virement au compte chèque postal n° ouvert au nom de
..... (T.V.A. n°) (*)

Fait en double et de bonne foi à

Chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire du présent contrat.

L'auteur de projet,

Le maître de l'ouvrage,
représenté par
assisté de

(*) à compléter lors de la signature du contrat.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 9 avril 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
pour les Technologies nouvelles, le Personnel et les Relations extérieures,
M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget, les Finances et les Travaux subsidiés,
Ch. AUBECQ

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1685

**9. APRIL 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt**

Aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 3;
 Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt;
 Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 25. Juni 1985 zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt;
 Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Einrichtungen gewährt;
 Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;
 Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;
 Aufgrund der Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;
 Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Finanzen gehören;
 Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;
 Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3;
 Aufgrund der Dringlichkeit;
 In der Erwägung, dass die Gewährung von Zuschüssen aufgrund von Artikel 4 des seit dem 1. Januar 1986 geltenden Dekrets vom 30. April 1985 dem Abschluss eines Musterabkommens unterliegt;
 In der Erwägung, dass am 4. März 1987 bereits 229 Dreijahresprogramme genehmigt worden sind;
 In der Erwägung, dass sich der Gesamtbetrag der geplanten Investitionen allein für das Jahr 1986 auf 5 544 431 875 BF und für das Jahr 1987 auf 7 620 626 761 BF beläuft;
 In der Erwägung, dass ein grosser Teil dieser Projekte Investitionen deckt, deren sofortige Ausführung sich für die Wahrung des Vermögens und für die Sicherheit der Bürger als unerlässlich erweist,

Beschliesst die Wallonischen Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Gewährung der Zuschüsse, die in dem durch das Dekret vom 25. Juni 1985 abgeänderten Dekret vom 30. April 1985 über die Zuschüsse, die die Wallonische Region für gewisse gemeinnützige Investitionen gewährt, erwähnt sind, unterliegt in Sachen Strassen- und Wegenetz, Kanalisation, Fussgängerwege mit Ausnahme der Bürgersteige, Arbeiten an Gebäuden oder unbeweglichen Gütern, so wie sie in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 bestimmt sind, dem Abschluss des Musterabkommens, das sich in der Anlage zum vorliegenden Erlass befindet.

Art. 2. Dieser Erlass tritt ab seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, 9. April 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
 beauftragt mit den Neuen Technologien, dem Personal und den Auswärtigen Beziehungen,

M. WATHELET

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschussten Arbeiten für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

MUSTERABKOMMEN

EINLEITUNG

Zwischen,
 nachstehend der Bauherr genannt, einerseits und
 nachstehend der Urheber des Projektes genannt,
 wird folgendes vereinbart :

Artikel 1. — *Gegenstand des Vertrags* :

Arbeiten bezüglich :

Der Urheber des Projektes verpflichtet sich, für Rechnung des Bauherrn und unter den durch vorliegenden Vertrag festgelegten Bedingungen :

- einen Vorentwurf für die Arbeiten anzufertigen (1);
- den vollständigen Entwurf für die Arbeiten bezüglich
 gemäss der Gesetzgebung und der in Sachen öffentliche Aufträge geltenden Regelung anzufertigen;
- den Bericht über die Vergabe des Auftrags zu erstellen;
- die Kontrolle der Arbeiten zu gewährleisten;
- deren Beaufsichtigung (1) zu gewährleisten;

(1) Der Bauherr entscheidet selbst, ob er dem Urheber des Projektes diese verschiedenen Aufgaben anvertraut oder nicht, unter Berücksichtigung der Art, des Umfangs der Arbeiten und seiner eigenen technischen Fähigkeiten.

- die Abrechnungen des Unternehmers zu bearbeiten;
- dem Bauherrn beizustehen in allen Schritten, die dieser im Rahmen des vorliegenden Auftrags unternimmt sowie bei jeder Meinungsverschiedenheit zwischen diesem und dem Unternehmer oder einer Drittperson;
- den Nachweis zu erbringen, dass er eine Versicherung abgeschlossen hat, die seine Berufshaftpflicht im Sinne der Artikel 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches deckt, ausser wenn er selbst als öffentlicher Dienst seine Haftpflicht deckt.

Es wird ausdrücklich vereinbart, dass die anderen obenerwähnten Verpflichtungen als diejenigen, die den Vorentwurf betreffen, nur teilweise oder ganz ausgeführt werden, wenn der Bauherr den Urheber des Projektes zur Mitarbeit auffordert durch einen eingeschriebenen Auftragsbrief, der den genauen Gegenstand, die Art und den Umfang des Auftrags angibt, den der Urheber des Projektes ausführen muss.

Es wird ebenfalls ausdrücklich vereinbart, dass jede der Parteien im Falle, wo der erste Auftragsbrief bezüglich des Projektes nicht binnen einem Jahr nach Abschluss dieses Abkommens zugestellt worden ist, allein durch den Ablauf der Fristen, ohne irgendeine Entschädigung von allen gegenseitigen Verpflichtungen entbunden wird.

Artikel 2. — Vorentwurf :

« Binnen vierzig (2) Werktagen nach dem Tag der Unterzeichnung des vorliegenden Abkommens legt der Urheber des Projektes dem Bauherrn einen Vorentwurf vor, der durch einen erläuternden Bericht belegt ist und auf der Grundlage der Auskünfte, die er an Ort und Stelle einholt, angefertigt worden ist.

Die Akte über den Vorentwurf enthält :

- einen Lageplan im Massstab 1/10 000;
- eine Schätzung der Kosten der Arbeiten sowie folgende Dokumente :

—
—
—
—

Die obenerwähnten Dokumente werden dem Bauherrn in vierfachiger Ausfertigung übermittelt.

Nach Einsicht in diese Dokumente und Auskünfte bestimmt der Bauherr diejenigen Arbeiten, die im Projekt vorzusehen sind, sowie die Ausführungsphasen.

Der Bauherr stellt dann ein Auftrags schreiben aus.

Artikel 3. — Projekt :

Der Urheber des Projektes fertigt alle Pläne und Dokumente an, die für die Ausschreibung des Projektes erforderlich sind.

Es ist ausserdem seine Aufgabe, die Beschaffenheit des Bodens zu berücksichtigen. Auf begründeten Vorschlag des Urhebers des Projektes erteilt der Bauherr einen Auftrag über geotechnische Versuche und andere mögliche Versuche und übernimmt deren Kosten.

Das Projekt umfasst :

1. Pläne :

Unter Berücksichtigung der Art und des Umfangs der Arbeiten enthält das Projekt notwendigerweise folgende Pläne :

—
—
—
—

2. in vierfacher Ausfertigung getippt :

Das Sonderlastenheft, das beschreibende Aufmass der Arbeiten, das zusammenfassende Aufmass, die Schätzung der Kosten der Arbeiten sowie eine Rechtfertigung der mutmasslichen Mengen.

3. ein Dokument mit folgenden Angaben :

Rechtfertigung der allgemeinen Planung des Entwurfs und der besonderen Vorkehrungen (Regelprofile, Rechtfertigung der Dimensionierung der Strassen- und Wegenetze und der Kanalisation, rechtfertigende Berechnung der Träger und der Dimensionierung der Bauwerke und der Leitungen, usw.).

4. Der Urheber des Projektes muss an seinem Projekt alle Berichtigungen vornehmen, die vom Bauherrn verlangt werden.

5. Wenn zusätzliche Pläne und/oder Dokumente aufgrund von Änderungen, die nach Abgabe des eventuell gemäss Punkt 4 oben berichtigten Projektes vom Bauherrn angeordnet werden, vorgelegt werden müssen oder wenn diese Pläne bzw. Dokumente aufgrund zusätzlicher neuer Arbeiten erforderlich sind, müssen Honorare gezahlt werden.

Artikel 4. — Fristen :

4.1. Der Urheber des Projektes verpflichtet sich, die entsprechend Artikel 3 zusammengetragenen Unterlagen spätestens sechzig Werktage, nachdem der Bauherr den Auftrag erteilt hat, bei diesem einzureichen (3).

Die Fristen, die sich mit der Periode des gesetzlichen bezahlten Urlaubs überschneiden, werden um zwanzig Werktage verlängert.

4.2. Im Auftrags schreiben für die zusätzlichen Pläne bzw. Dokumente wird die Einreichungsfrist festgelegt; diese darf zwanzig Werktage nicht überschreiten (siehe Art. 3, 5).

4.3. Der Bauherr stellt dem Urheber des Projektes die Genehmigung des Projektes per Einschreiben zu, sobald die besagten Unterlagen vollkommen zusammengetragen sind und für ordentlich befunden worden sind.

(2) Diese Frist kann auf Vorschlag des Urhebers des Projektes und durch begründeten Beschluss des Bauherrn verlängert werden, wenn gewisse Umstände in Zusammenhang mit dieser Angelegenheit diese Verlängerung rechtfertigen.

(3) Diese Frist kann auf vorschlag des Urhebers des Projektes und durch begründeten Beschluss des Bauherrn verlängert werden, wenn Umstände in Zusammenhang mit dieser Angelegenheit diese Verlängerung rechtfertigen.

Artikel 5. — *Dokumente bezüglich der Vergabe des Auftrags :*

Die Vervielfältigung dieser Dokumente obliegt dem Urheber des Projektes; die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Bauherrn.

Artikel 6. — *Eröffnung der Submissionen und Prüfung der Angebote :*

Der Bauherr nimmt die Eröffnung der Submissionen in Gegenwart des Urhebers des Projektes oder dessen Stellvertreters vor.

Der Urheber des Projektes lässt dem Bauherrn innerhalb fünfzehn Werktagen nach dem Tag der Submissionseröffnung einen vollständigen Bericht über die Bestimmung des Auftragnehmers zukommen.

Dieser Bericht wird in dreifacher Ausfertigung angefertigt und enthält alle Verfahren, die für eine gerechte Vergabe des Auftrags erforderlich sind.

Er enthält auf jeden Fall :

- die Überprüfung der arithmetischen Rechnungen;
- die Überprüfung der Ordnungsmässigkeit der Angebote;
- die Analyse der Differenz zwischen der Schätzung und dem Betrag der niedrigsten vorschriftsmässigen Submission;
- die Prüfung der Einheitspreise und insbesondere der möglichen anormalen Preise.

Artikel 7. — *Übermittlung von Dienstanweisungen :*

Der Bauherr lässt dem Urheber des Projektes zum vereinbarten Zeitpunkt folgende Dokumente zukommen :

- 1° eine Abschrift des Schreibens, in dem dem Unternehmer die Vergabe des Auftrags mitgeteilt wird;
- 2° eine Abschrift der Anweisung zur Inangriffnahme der Arbeiten. Die Anweisungen zur Einstellung, zur Wiederaufnahme der Arbeiten werden auf begründeten Vorschlag des Urhebers des Projektes vom Bauherrn erteilt.

Artikel 8. — *Kontrolle der Arbeiten :*

- 8.1. Ab Beginn der Arbeiten übernimmt der Urheber des Projektes die Kontrolle der Erfüllung der Vertragsbedingungen, er erteilt alle Anweisungen, die für eine reibungslose Durchführung der Arbeiten erforderlich sind.

Es obliegt ihm, die Absteckungslinien und die Höhenmasse zu überprüfen.

Jede Nichterfüllung der Bestimmungen und Bedingungen des Vertrags wird in Form eines Protokolls vom Urheber des Projektes festgehalten. Dieses Protokoll lässt er dem Bauherrn sofort per Einschreiben zukommen, wobei er seine Stellungnahme und seine Vorschläge hinzufügt.

- 8.2. Vor der Bestellung des Unternehmers müssen alle Änderungen an der Ausführung oder an den Bestimmungen des Vertrags (Art. 42 des allgemeinen Lastenhefts) sowie die zusätzlichen Arbeiten dem Bauherrn sofort zur prinzipiellen Zustimmung vorgelegt werden.

Jede Änderung an den Vertragsbedingungen, jede Ausführung von zusätzlichen Arbeiten im Laufe der Vertragserfüllung müssen vorher dem Bauherrn zur Genehmigung vorgelegt werden.

Sobald diese Zustimmung erteilt worden ist, gibt der Urheber des Projektes dem Unternehmer alle notwendigen Anweisungen, fertigt je nach Fall den Entwurf eines Nachtrags oder den Entwurf einer Abrechnung an und legt dem Bauherrn dieses Dokument zur Genehmigung vor; dem Abrechnungsentwurf muss die Rechtfertigung der vom Unternehmer verlangten Preise beiliegen.

Jede Änderung am Projekt, die im Laufe der Arbeiten erfolgt, überträgt der Urheber des Projektes auf ein Exemplar der Grundpläne, das er dem betreffenden Bauherrn bei der Einreichung der Endabrechnung übermittelt.

- 8.3. Der Urheber des Projektes überprüft die Schuldforderungen sowie die rechtfertigenden Verzeichnisse der ausgeführten Arbeiten, fertigt ein Protokoll über den erreichten Stand der Arbeiten an und übermittelt dem Bauherrn diese Dokumente mit Angabe des von ihm genehmigten Betrags innerhalb acht Werktagen nach Abnahme der Arbeiten.

Der Bauherr veranlasst dann das Nötige, um dem Unternehmer den genauen Betrag seiner Forderung mitzuteilen, und fordert ihn auf, seine Rechnung vorzulegen.

- 8.4. Der Urheber des Projektes hilft dem Bauherrn bei den vorläufigen und endgültigen Abnahmen der Arbeiten.

Das Datum dieser Abnahmen legt er selbst, im Einverständnis mit dem Bauherrn, im Rahmen der Bestimmungen von Artikel 43 des allgemeinen Lastenhefts fest und teilt es dem Unternehmer mit.

Er hilft dem Bauherrn ebenfalls bei der Erstellung des Protokolls über die Abnahme oder die Abnahmeablehnung.

Das effektive Datum der Beendigung der Arbeiten muss auf dem so angefertigten Protokoll vermerkt sein. Der Bauherr stellt es dem Unternehmer unverzüglich zu.

- 8.5. Nach der vorläufigen Abnahme stellt der Urheber des Projektes die Endabrechnung auf. Diese unterliegt den gleichen Formalitäten wie ein Zahlungsantrag und wird dem Bauherrn spätestens fünfzehn Werktagen nach der vorläufigen Abnahme übermittelt.

Ferner wird dieser Endabrechnung folgendes beigefügt : ein Vermerk mit der Rechtfertigung der Änderungen an den vorgesehenen Mengen, der durch diesbezügliche Mess-Skizzen belegt ist, ein Vermerk über die Ausführungsfrist und die Berechnung des tatsächlichen Betrags jeder einzelnen Abrechnung.

Artikel 9. — *Beaufsichtigung der Arbeiten (5) :*

Ab Beginn der Arbeiten wird deren Beaufsichtigung vom Urheber des Projektes oder von dessen Stellvertreter gewährleistet.

Sie umfasst :

- die Überprüfung der Übereinstimmung der benutzten Materialien und der ausgeführten Arbeiten mit den Bestimmungen und Bedingungen des Projektes (einschliesslich der Abnahme der Materialien und der Durchführung der vorgesehenen Versuche);
- die Führung des Heftes für die Kostenrechnungen und des Tagebuches für Arbeitsleistungen.

(5) Dieser Artikel gilt nur, wenn diese Aufgabe gemäss Artikel 1 des vorliegenden Abkommens dem Urheber des Projektes anvertraut worden ist.

Artikel 10. — Honorare :

Die Leistungen des Urhebers des Projektes, so wie sie im vorliegenden Abkommen beschrieben werden, werden nach den geltenden Tarifen vergütet.

Der Preis der ursprünglichen Submission dient als Grundlage für die Berechnung der Honorare.

Die Honorare werden in Prozenten gerechnet im Verhältnis zu den Kosten der Arbeiten, und der zu berücksichtigende Betrag umfasst, ohne MwSt., den Anteil zu Lasten des Bauherrn und den Anteil der Region und sogar ausnahmsweise den Teil, für die andere eventuell aufkommen.

Die vertraglichen Revisionen des Auftrags dürfen auf keinen Fall bei der Berechnung der Honorare berücksichtigt werden.

Artikel 11. — Zahlung der Honorare :

Die Honorare werden wie folgt gezahlt :

11.1. Bei der Genehmigung des Vorentwurfs « oder spätestens — falls kein ordnungsgemäss begründeter Ablehnungsbeschluss besteht, bei Ablauf einer sechsmonatigen Frist, die ab dem Tag seiner Einreichung gilt » : 15 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare auf der Grundlage des Betrags des vom Bauherrn angenommenen Anschlags.

A. Planung :

11.2. Bei der Genehmigung des Projektes « oder spätestens — falls kein ordnungsgemäss begründeter Ablehnungsbeschluss besteht — bei Ablauf einer sechsmonatigen Frist, die ab dem Tag seiner Einreichung gilt » : 50 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare auf der Grundlage des Betrags der Schätzung der vom Bauherrn angenommenen Arbeiten.

Wenn der Bauherr dem Urheber des Projektes jedoch auch die Durchführung des Vorentwurfs anvertraut, werden die in Artikel 11.1 (15 %) erwähnten Honorare abgezogen.

11.3. Bei der Genehmigung der Submission « oder spätestens — falls kein ordnungsgemäss begründeter Beschluss besteht — bei Ablauf einer sechsmonatigen Frist, die ab dem Tag seiner Einreichung gilt » : 65 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare auf der Grundlage der genehmigten Submission und nach Abzug der bereits gezahlten Honorare (siehe Punkte 11.1 und 11.2).

11.4. Wenn die Arbeiten für die Hälfte des Submissionsbetrags ausgeführt werden : 80 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare auf der Grundlage der genehmigten Submission und nach Abzug der bereits gezahlten Honorare (siehe Punkte 11.1, 11.2, 11.3).

11.5. 1° Der Restbetrag der Honorare wird bei der Endabrechnung der Arbeiten nach deren vorläufiger Abnahme ausgezahlt, und zwar spätestens nach Ablauf einer dreimonatigen Frist, die ab dem Tage der Genehmigung der Endabrechnung läuft.

2° Abrechnungen während der Ausführung der Arbeiten oder vor der vorläufigen Abnahme führen zu einer Revision der Honorare. Diese Revision erfolgt bei der Auszahlung der Endabrechnung.

Mehrpriisabrechnungen (Aufschläge), die auf einen Fehler oder eine Fahrlässigkeit des Urhebers des Projektes zurückzuführen sind, führen nicht zu einer Revision der Honorare.

Minderpreisabrechnungen (Reduzierungen) führen nicht zu einer Revision; es sei denn, sie sind auf einen Fehler oder eine Fahrlässigkeit des Urhebers des Projektes zurückzuführen.

Wenn ein Teil des ursprünglichen Unternehmens nach Ausschreibung der Investition aufgrund des Beschlusses des Bauherrn nicht durchgeführt wird, erfolgt die Zahlung der Honorare gemäss den Punkten 11.1, 11.2 und 11.3, wobei der Restbetrag (Punkt 11.4, 11.5) im Verhältnis zu den effektiv durchgeführten Arbeiten ausgezahlt wird.

B. Ausführung in Teilabschnitten :

Wenn der ursprüngliche Auftragnehmer die Vertragsbedingungen nicht erfüllt und die Arbeiten von einem anderen Unternehmer beendet werden, werden die Planungshonorare einerseits auf der Grundlage des Betrags der von dem säumigen Auftragnehmer durchgeführten Arbeiten — ohne Revision — und andererseits auf der Grundlage des Betrags der für die Beendigung der Arbeiten berücksichtigten Angebots revidiert und berechnet, wobei die betreffenden Beträge nicht zusammengefasst werden, um die Grundlage für die Berechnung der Honorare festzulegen.

Artikel 12. — Nichtausgeschriebene Arbeiten :

Wenn die Arbeiten nicht in dem Jahr, der dem Tag der Genehmigung des Projektes folgt, ausgeschrieben worden sind, erhält der Urheber des Projektes 60 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare, und zwar nach Abzug der bereits gezahlten Honorare (siehe Punkte 11.1 und 11.2).

Wenn beschlossen wird, die ausgeschriebenen Arbeiten nicht auszuführen, erhält der Urheber des Projektes als endgültiger Ausgleich der Rechnung 70 % der in Artikel 10 angegebenen Honorare, nach Abzug der bereits gezahlten Honorare (siehe Punkte 11.1, 11.2, 11.3).

Wenn der Bauherr später jedoch beschliesst, die Durchführung des Projektes fortzusetzen, werden die Honorare, die bereits gemäss den vorangehenden Absätzen ausgezahlt worden sind, von dem Gesamtbetrag der geschuldeten Honorare abgezogen.

Artikel 13. — Ausführungsverzug, Geldbussen :

a) Wenn der Urheber des Projektes die in Artikel 4 festgelegte Frist nicht eingehalten hat, wird eine Geldbusse von 1 000 BF pro Tag angewandt.

Wenn der Urheber des Projektes sich auf einen nichtdazugehörigen Grund, auf den Fall höherer Gewalt oder auf den Zufall berufen will, muss er dies dem Bauherrn spätestens innerhalb fünf Tagen nach dem unvorhergesehenen Ereignis per Einschreiben mitteilen.

b) Die gleichen Strafmassnahmen gelten für die Fristen, die dem Urheber des Projektes eventuell auferlegt werden für die Berichtigung und die Anpassung der Projekte, die auf Anordnung des Bauherrn erfolgen (siehe 3.5.), und für die Kollation des Textes des Lastenheftes (siehe Art. 5).

c) Wenn der Urheber des Projektes das Ergebnis der Ausschreibung zu spät übermittelt, wird eine Geldbusse von 2 000 BF pro Tag des Verzugs angewandt (Art. 6).

d) Der Urheber des Projektes ist finanziell haftbar für die Zinsen, die der Unternehmer verlangen könnte für jeglichen Zahlungsverzug, der dadurch verursacht wird, dass der Urheber des Projektes die Zahlungsforderungen des Unternehmers oder sonstige Dokumente, von denen eine Zahlung abhängt, zu spät übermittelt hat.

e) Der Urheber des Projektes ist ebenfalls finanziell haftbar für einen Auftrag über Umänderungs- oder zusätzliche Arbeiten, die der Bauherr nicht annehmen könnte.

f) Falls der Urheber des Projektes versäumt, einen Befundsbericht zu erstellen, oder dies zu spät vornimmt, so dass der Unternehmer die Gelegenheit ausnutzen könnte, um eine feststehende Tatsache oder eine stillschweigende Vereinbarung geltend zu machen und um sich zu weigern, den Schaden zu beheben, lässt der Bauherr diese Behebung zu Lasten des Urhebers des Projektes ausführen.

Wenn der Urheber des Projektes versäumt, ein Protokoll zur Feststellung der Nicht-Beendigung der Arbeit an dem im Vertrag vorgesehenen Tag oder das Protokoll über die vorläufige und endgültige Abnahme innerhalb der in Artikel 43 des allgemeinen Lastenheftes vorgeschriebenen Frist zu erstellen, fallen die Verzugsgeldbussen, die nicht beim Unternehmer eingefordert werden können, und alle anderen Auslagen zu seinen Lasten.

g) Alle in Lit. a, b, c, d und e erwähnten Strafen werden von Rechts wegen allein durch den Ablauf der Fristen und ohne vorherige Mahnung angewandt; für die in Lit. e gemeinten Strafen wird der vom Urheber begangene Fehler per Einschreiben festgestellt und zugestellt.

h) Wenn es dem Urheber des Projektes — vorübergehend oder für längere Zeit — unmöglich ist, die ihm anvertraute Aufgabe fortzusetzen, nennt dieser dem Bauherrn unverzüglich die Person, die er zu seiner Ersetzung vorschlägt. Wenn der Bauherr diesem Vorschlag nicht zustimmt, kann er die Person seiner Wahl bestimmen.

Artikel 14. — Verantwortung :

Die Tatsache, dass der Bauherr das Projekt und gegebenenfalls die zusätzlichen Dokumente überprüft und genehmigt hat, genügt nicht, um der Urheber des Projektes von seiner Verantwortung zu entbinden.

Artikel 15. — Strafmassnahmen :

Wenn der Urheber des Projektes seinen Verpflichtungen ernstlich nicht nachkommt, Inkompetenz und Fahrlässigkeit zeigt, und zwar insbesondere wenn die in Artikel 4 erwähnten Einreichungsfristen um mehr als dreizig Tage überschritten werden, behält sich der Bauherr das Recht vor, das vorliegende Abkommen zu beenden ohne weitere Formalität als die Einsendung eines Einschreibebriefes und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 14.

Im Falle des Todes oder der Suspendierung des Urhebers des Projektes wird das vorliegende Abkommen von Rechts wegen für den nicht ausgeführten Teil aufgelöst.

Bei einer Auflösung des vorliegenden Abkommens wird eine Tabelle der erfüllten Leistungen aufgestellt, die zu Honoraren führen können.

Nacht eventueller Entschädigung werden die so festgesetzten Honorare zugunsten des Urhebers des Projektes oder seiner Anspruchsberechtigten ausgezahlt.

Artikel 16. — Sprachengebrauch :

Der Urheber des Projektes verfasst die Dokumente gemäss den Bestimmungen der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten.

Wenn die Dokumente aufgrund dieser Gesetzgebung in mehreren Sprachen verlangt werden, werden die Kosten der Übersetzung und der Kollation der Texte dem Urheber des Projektes auf Vorlage der Belege zurückgezahlt.

Artikel 17. — Zahlungsweise :

Die Zahlungen erfolgen per Überweisung auf das Postscheckkonto, Nr., eröffnet auf den Namen von (MwSt.). (*)

In doppelter Ausfertigung und in Treu und Glauben angefertigt, zu

Jede der Parteien bestätigt, dass sie ein Exemplar des vorliegenden Abkommens erhalten hat.

Der Urheber des Projektes,

Der Bauherr
vertreten durch
im Beisein von

(*) Bei der Unterzeichnung des Abkommens auszufüllen.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass der Exekutive vom 9. April 1987 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, dem Personal und den Auswärtigen Beziehungen,

M. WATHELET

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschussten Arbeiten für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 1685

9 APRIL 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut worden verleend

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 3^o;
Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut worden verleend;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juni 1985 tot wijziging van het decreet van 30 april 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut worden verleend;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 betreffende de toelagen die door het Waalse Gewest voor sommige investeringen van openbaar nut worden verleend;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982, gewijzigd bij het besluit van 23 december 1985 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Waalse Gewestminister tot wiens bevoegdheid de Begroting en de Financiën behoren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat artikel 4 van het decreet van 30 april 1985 dat uitwerking heeft sinds 1 januari 1986, het verlenen van toelagen afhankelijk stelt van het sluiten van een type-overeenkomst;

Overwegende dat op 4 maart 1987 reeds 229 driejarige programma's werden goedgekeurd;

Overwegende dat het totale bedrag van de geplande investeringen voor 1986 en 1987 respectievelijk 5 544 431 875 BF en 7 620 626 761 BF bedragen;

Overwegende dat tal van die projecten slaan op investeringen waarvan de onmiddellijke verwezenlijking noodzakelijk is voor de verzwaring van het patrimonium en voor de veiligheid van de burgers,

Besluit :

Artikel 1. Het verlenen van de toelagen bedoeld door het decreet van 30 april 1985, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1985 betreffende het verlenen door het Waalse Gewest van toelagen voor sommige investeringen van openbaar nut wordt inzake wegnen, riolering, voetgangerswegen met uitsluiting van de voetpaden, uitvoering van werken aan gebouwen en onroerende goederen zoals bepaald in artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 afhankelijk gemaakt van het sluiten van de bij dit besluit gevoegde type-overeenkomst.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 april 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,
de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Financiën,

Ch. AUBECQ

TYPE-OVEREENKOMST

INLEIDING

Tussen
hieronder genoemd de opdrachtgever, enerzijds en

hieronder genoemd de ontwerper, wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. — Voorwerp van de overeenkomst

Werken betreffende :

De ontwerper verbindt zich ertoe voor rekening van de opdrachtgever en onder de door deze overeenkomst bepaalde voorwaarden :

- het voorontwerp van de werken op te stellen (1);
- het volledige ontwerp van de werken betreffende op te stellen

.....
overeenkomstig de wetgeving en de reglementering van kracht inzake overheidsopdrachten;

- het verslag van de toewijzing van de opdracht op te maken;
- de controle over de werken te verzekeren;
- het toezicht erover te verzekeren (1);
- de betaalstaten van de aannemer te behandelen;
- de opdrachtgever bij te staan in alle stappen die hij verricht in het kader van die opdracht alsmede ter gelegenheid van elk geschil tussen hem en de aannemer of een derde;
- te bewijzen dat hij een verzekering heeft gesloten die zijn beroepsaansprakelijkheid in de zin van de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek dekt behalve indien hij als openbare dienst zelf zijn beroepsaansprakelijkheid dekt.

Er wordt uitdrukkelijk overeengekomen dat de andere hierboven bedoelde verbintenissen dan die met betrekking tot het voorontwerp hun gedeeltelijke of gehele uitvoering alleen zullen ontvangen als de opdrachtgever om de medewerking van de ontwerper verzoekt door het sturen van een aangetekende bestelbrief welke duidelijk het voorwerp, de aard en de omvang van de door de ontwerper aan te vullen opdracht bepaalt.

(1) De opdrachtgever kiest vrijwillig die verschillende opdrachten aan de ontwerper te vertrouwen of niet te vertrouwen rekening houdend met de aard, de omvang van de werken en zijn eigen technische capaciteiten.

Er wordt ook uitdrukkelijk overeengekomen dat elke partij wegens het verstrijken van de termijn van alle wederzijdse verbintenissen zonder betaling van schadeloosstellingen van welke aard ook zal ontslagen zijn indien de eerste bestekbrief betreffende het ontwerp niet binnen één jaar te rekenen van het sluiten van die overeenkomst afgeleverd wordt.

Artikel 2. — Voorontwerp

Binnen veertig werkdagen (2) na het datum waarop die overeenkomst ondertekend werd, legt de ontwerper aan de opdrachtgever een door een verklarend verslag verantwoord voorontwerp opgemaakt op basis van inlichtingen die hij ter plaatse inwint, voor.

Het voorontwerpdossier omvat :

- een situatieplan op schaal van 1/10 000;
- een raming van de kosten van de werken alsmede de volgende documenten :

De hierboven vermelde documenten worden in vier exemplaren aan de opdrachtgever afgegeven.

Op basis van die documenten en inlichtingen bepaalt de opdrachtgever de in het kader van het ontwerp te voorziene werken alsmede de uitvoeringsfasen.

De opdrachtgever geeft dan een bestelbrief af.

Artikel 3. — Ontwerp

De ontwerper maakt alle plannen en documenten op die noodzakelijk zijn voor de aanbesteding van het ontwerp.

Het is anderzijds zijn plicht met de aard van de grond rekening te houden. Op met redenen omkleed voorstel van de ontwerper gelast de opdrachtgever de geotechnische onderzoeken en andere eventuele onderzoeken en neemt de kosten ervan te zijnen laste.

Het ontwerp omvat :

1° Plannen :

Rekening houdend met de aard en de omvang van de werken bevat het ontwerp noodzakelijk de volgende plannen :

-
-
-

2° Getypt in viervoud :

Het bestek, de beschrijvende opmetingsstaat van de werken, de samenvattende opmetingsstaat, de raming van de kosten van de werken alsmede een verantwoordingsnota van de vermoedelijke hoeveelheden.

3° Een nota die de volgende inlichtingen bevat :

Verantwoording van de algemene opvatting van het ontwerp en van de bijzondere bepalingen (standaardprofiel, verantwoording van de dimensionering van de wegnetten en van de riolering, verantwoorde berekening van de wapeningen en van de dimensionering van kunstwerken en leidingen, enz.).

4° De ontwerp is ertoe gehouden in zijn ontwerp alle door de opdrachtgever gevraagde verbeteringen aan te brengen.

5° Indien aanvullende plannen en/of documenten ten gevolge van door de opdrachtgever gevraagde veranderingen moeten voorgelegd worden na afgifte van het ontwerp, eventueel verbeterd overeenkomstig punt nr. 4 of indien die plannen en/of documenten ten gevolge van nieuwe aanvullende werken noodzakelijk zijn, moeten honoraria betaald worden.

Artikel 4. — Termijnen

4.1. De ontwerper verbindt zich ertoe het overeenkomstig artikel 3 samengestelde dossier, ten laatste zestig werkdagen nadat de opdrachtgever bestelling heeft gedaan, aan deze laatste voor te leggen (3).

De termijnen die met de periode van de wettelijke betaalde vakantie samenvallen, worden met twintig werkdagen verlengd.

4.2. De bestelbrief voor aanvullende plannen en/of documenten zal de leveringstermijn ervan vaststellen; die termijn mag twintig werkdagen niet overschrijden (zie artikel 3, 5).

4.3. De goedkeuring van het ontwerp wordt door de opdrachtgever bij aangetekende brief ter kennis van de ontwerper gebracht zodra het bovenvermelde dossier volledig samengesteld en in orde bevonden is.

Artikel 5. — Documenten betreffende de gunning van de opdracht :

De reproductie van die documenten is taak van de ontwerper en de reproductiekosten zijn ten laste van de opdrachtgever.

Artikel 6. — Opening van de inschrijvingen en verificatie van de offerten :

De inschrijvingen worden geopend door de opdrachtgever in aanwezigheid van de ontwerper of van zijn vertegenwoordiger.

De ontwerper stuurt aan de opdrachtgever binnen vijftien werkdagen na de datum waarop de inschrijvingen werden geopend een volledig verslag over de aanwijzing van de aannemer.

Dit verslag, in drievoud, bevat alle verrichtingen die voor een juiste toewijzing van de opdracht noodzakelijk zijn.

Dit verslag omvat in elk geval :

- de verificatie van de rekenkundige berekeningen;
- de verificatie van de regelmatigheid van de offerten;
- de analyse van het verschil tussen de raming en het bedrag van de laagste regelmatige inschrijving;
- het onderzoek van de eenheidsprijzen en inzonderheid van de eventuele abnormale prijzen.

(2) Die termijn kan op de voorstel van de ontwerper en door met redenen omklede beslissing van de opdrachtgever verlengd worden wanneer de omstandigheden inherent aan de oorzaak het vergen.

(3) Die termijn kan op voorstel van de ontwerper en door een met redenen omklede beslissing van de opdrachtgever verlengd worden wanneer de omstandigheden inherent aan de oorzaak het vergen.

Artikel 7. — *Bekendmaking van de dienstorders :*

Te gelegener tijd doet de opdrachtgever bij een ter post aangetekende brief aan de ontwerper de volgende documenten toekomen :

- 1° een afschrift van de kennisgeving van toewijzing van de opdracht aan de aannemer;
- 2° een afschrift van de order tot uitvoering van het werk. De orders tot werkschorsing, -herneming worden gegeven door de opdrachtgever op met redenen omklede voorstellen van de ontwerper.

Artikel 8. — *Kontrole van de werken :*

8.1. Vanaf het begin van de werken verzekert de ontwerper de controle op de uitvoering van de bepalingen van de aannemingsovereenkomst, hij geeft alle instructies die voor een goede uitvoering van het werk noodzakelijk zijn.

Hij is ertoe verplicht het tracé en de hoogten te controleren.

Alle tekortkomingen aan de bedingen en voorwaarden van de aannemingsovereenkomst worden door de ontwerper in de vorm van processen-verbaal vastgesteld. De ontwerper doet onmiddellijk die processen-verbaal alsmede zijn advies en zijn voorstellen bij een ter post aangetekende brief aan de opdrachtgever toekomen.

8.2. Voor de bestelling van de aannemer moet elke wijziging in de uitvoering of in de bepalingen van de aannemingsovereenkomst (artikel 42 van het bestek) alsmede de aanvullende werken onmiddellijk voor beginselakkoord aan de opdrachtgever voorgelegd worden

Elke wijziging in de bepalingen van de aannemingsovereenkomst, elke uitvoering van aanvullende werken tijdens de uitvoering van de aannemingsovereenkomst moet aan de opdrachtgever ter voorafgaande goedkeuring onderworpen worden.

Zodra dit akkoord ontvangen wordt, geeft de ontwerper aan de aannemer alle nodige instructies, maakt volgens het geval een aanhangsel- of een verrekeningsontwerp op en legt dit document ter goedkeuring aan de opdrachtgever voor; bij het verrekeningsontwerp moet de verantwoording van door de aannemer gevraagde prijzen worden gevoegd.

Elke ontwerp wijziging die tijdens de aannemingsovereenkomst plaatsvindt, moet door de ontwerper aangebracht worden op een exemplaar van de basisplannen, dat hij bij de indiening van de eindafrekening aan de betrokken opdrachtgever moet overhandigen.

8.3. De ontwerper controleert de schuldvorderingen alsmede de verantwoordingsstaten van de uitgevoerde werken, maakt een proces-verbaal betreffende de stand van de werken op en zendt die stukken binnen acht werkdagen te rekenen van hun ontvangst aan de opdrachtgever met vermelding van het door hem goedgekeurde bedrag.

De opdrachtgever doet het nodige om aan de ontwerper het juiste bedrag van zijn schuldvordering mede te delen en verzoekt hem zijn faktuur in te dienen.

8.4. De ontwerper helpt de opdrachtgever bij de voorlopige en definitieve goedkeuring der werken.

Hij stelt zelf, in akkoord met de opdrachtgever, in het kader van artikel 43 van het bestek de datum van de goedkeuring vast en geeft daarvan kennis aan de aannemer.

Hij staat eveneens de opdrachtgever bij voor het opmaken van het proces-verbaal, hetzij van goedkeuring hetzij van weigering.

De werkelijke datum van voltooiing van de werken moet in het aldus opgemaakte proces-verbaal vermeld worden. Dit proces-verbaal wordt onmiddellijk aan de aannemer betekend.

8.5. Na voorlopige goedkeuring maakt de ontwerper de eindafrekening op. Die eindafrekening is onderworpen aan dezelfde formaliteiten als een voorschotaanvraag en wordt ten laatste binnen vijftien werkdagen na de voorlopige goedkeuring aan de opdrachtgever toegezonden.

Bovendien moet bij die eindafrekening de volgende nota's worden gevoegd : een nota gestaafd met opmetingsschetsen die de wijzigingen aan de voorziene kwantiteiten verantwoordt, een nota betreffende de uitvoeringstermijn en de berekening van het werkelijk bedrag van elke afrekening afzonderlijk.

Artikel 9. — *Toezicht op de werken (5) :*

Vanaf het begin van de werken wordt het toezicht door de ontwerper of zijn vertegenwoordiger verzekerd. Het toezicht omvat :

- de verificatie van de gelijkvormigheid van de verwerkte materialen en van de gebouwde constructies met de bedingen en voorwaarden van het ontwerp (met inbegrip van de keuring van de bouwmaterialen en de uitvoering van de voorziene proeven);
- het bijhouden van het aantekeningregister en van het dagboek der werken.

Artikel 10. — *Honoraria :*

De prestaties van de ontwerper worden zoals beschreven in die overeenkomst overeenkomstig de lopende loonschalen bezoldigd. Het bedrag van het honorarium wordt op basis van de initiële inschrijving berekend.

De honoraria worden in procent berekend naar rata van de kosten van de werken, het bedrag exclusief BTW dat in aanmerking komt bestaat uit het deel ten laste van de opdrachtgever en uit het deel van het Gewest, en uitzonderlijk het deel dat ten laste van andere personen zou zijn.

De kontraktuele herzieningen van de opdracht mogen nooit bij de berekening van het honorarium in aanmerking worden genomen.

Artikel 11. — *Betaling van het honorarium :*

Het honorarium wordt betaald als volgt :

11.1. Bij de goedkeuring van het voorontwerp of bij gebreke van een met redenen omklede weigeringsbeslissing ten laatste bij het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen van de dag van de indiening ervan : 15 % van het honorarium bepaald in artikel 10 op basis van het bedrag van de door de opdrachtgever goedgekeurde raming.

A. Ontwerp :

11.2. Bij de goedkeuring van het ontwerp of bij gebreke van een met redenen omklede weigeringsbeslissing ten laatste bij het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen van de dag van de indiening ervan : 50 % van het honorarium bepaald in artikel 10 op basis van het bedrag van de door de opdrachtgever goedgekeurde raming.

Als de opdrachtgever ook de uitvoering van het voorontwerp aan de ontwerper heeft toevertrouwd, wordt het in artikel 11.1. bedoelde honorarium (15 %) afgetrokken.

(5) Dit artikel is alleen van toepassing als die opdracht aan de ontwerper overeenkomstig artikel 1 van deze overeenkomst wordt toevertrouwd.

- 11.3. Bij de goedkeuring van de inschrijving of bij gebreke van een met redenen omklede weigeringsbeslissing ten laatste bij het verstrijken van een termijn van drie maanden te rekenen van de dag van de indiening ervan : 65 % van het honorarium bepaald in artikel 10 op basis van de goedgekeurde inschrijving onder aftrek van het al betaalde honorarium (zie 11.1. en 11.2.).
- 11.4. Als de werken voor de helft van het bedrag van de aanbesteding zijn uitgevoerd : 80 % van het honorarium bepaald in artikel 10 op basis van de goedgekeurde inschrijving onder aftrek van het al betaalde honorarium (zie 11.1., 11.2., 11.3.)
- 11.5. 1° Het saldo van het honorarium wordt vereffend bij de eindafrekening van de werken na voorlopige goedkeuring ervan en ten laatste bij het verstrijken van een termijn van drie maanden te rekenen van de goedkeuring van de eindafrekening.
- 2° De afrekening die tijdens de uitvoering van de werken of voor de voorlopige goedkeuring geschiedt, geeft aanleiding tot de herziening van het honorarium. Die herziening vindt plaats bij de vereffening van de eindafrekening.

De afrekeningen van meer werk te wijten aan een vergissing of aan een fout van de ontwerper geven geen aanleiding tot herziening van het honorarium.

De afrekeningen van minder werk geven geen aanleiding tot herziening behalve indien er vergissing of fout van de ontwerper bestaat.

Indien bij beslissing van de opdrachtgever een deel van de initiële aanneming na aanbesteding van de investering niet wordt uitgevoerd, wordt het honorarium overeenkomstig artikel 11.1., 11.2., 11.3., betaald, het saldo van het honorarium (artikel 11.4., 11.5.) wordt vereffend naar rata van de werken die werkelijk zijn uitgevoerd.

B. Gefractioneerde uitvoering :

Indien de initiële aannemer zijn verplichtingen niet nakomt en de werken door een andere aannemer beëindigd zijn, wordt het studiehonorarium herzien en berekend enerzijds op basis van het bedrag van de door de gebreke gebleven aannemer uitgevoerde werken — zonder herziening —, en anderzijds op basis van de aangaande offerte aangehouden voor de voltooiing van de werken zonder de bedoelde bedragen te cumuleren om de basis voor de berekening van het honorarium vast te stellen.

Artikel 12. — Niet aanbestede werken :

Indien de werken binnen het jaar na de datum van goedkeuring van het ontwerp niet aanbesteed werden, ontvangt de ontwerper 60 % van het honorarium vermeld in artikel 10 onder aftrek van het al betaalde honorarium (cfr. 11.1. en 11.2.).

Indien wordt besloten de aanbestede werken niet uit te voeren, ontvangt de ontwerper als rekeningssaldo 70 % van het honorarium vermeld in artikel 10 onder aftrek van het al betaalde honorarium (cfr. 11.1., 11.2., 11.3.).

Indien de opdrachtgever daarna beslist de uitvoering van het ontwerp voort te zetten, wordt het overeenkomstig de bovenvermelde leden al vereffende honorarium van het globale bedrag van het verschuldigde honorarium afgetrokken.

Artikel 13. — Vertraging in de uitvoering, geldboeten :

a) Indien de ontwerper de in artikel 4 vastgestelde termijn niet in acht neemt, wordt een dagelijkse geldboete van 1 000 frank opgelegd.

De vreemde oorzaak, de overmacht of het toeval waarop de ontwerper zich beroepen wil, moet op straffe van verval aan de opdrachtgever ten laatste binnen vijf werkdagen bij een ter post aangetekende brief worden medegedeeld.

b) Dezelfde strafmaatregelen zijn van toepassing op de aan de ontwerper eventueel opgelegde termijnen voor de verbeteringen en de aanpassing van de ontwerpen volgens de opmerkingen van de opdrachtgever (cfr. 3.5.) en voor het collationeren van de tekst van het bestek (cfr. 5.).

c) Wanneer de ontwerper het resultaat van de aanbesteding te laat mededeelt, wordt een geldboete van 2 000 frank per dag vertraging opgelegd.

d) De ontwerper is financieel aansprakelijk voor de interesten die de opdrachtgever mocht eisen wegens vertragingen in de betalingen ten gevolge van te laat verzenden door de ontwerper van de betalingsaanvragen van de aannemer of van andere documenten waarvan een betaling afhangt.

e) De ontwerper is ook financieel aansprakelijk voor de opdracht van wijzigings- en aanvullende werken die de opdrachtgever niet mocht aanvaarden.

f) Indien de ontwerper verzuimt een proces-verbaal van bevinding op te maken of het te laat opmaakt, zodat de aannemer zulks te baat kan nemen om een verkregen toestand of een stilzwijgend akkoord in te roepen en de herstelling van de inbreuk te weigeren, zal de opdrachtgever die herstelling ten laste van de ontwerper doen uitvoeren.

Indien de ontwerper verzuimt het proces-verbaal tot vaststelling van niet-voltooiing van het werk op het in de overeenkomst vastgestelde datum of het proces-verbaal betreffende de voorlopige en definitieve goedkeuring binnen de in artikel 43 van het bestek voorgeschreven termijnen op te maken, zijn de bij de aannemer niet invoerbare geldboeten wegens vertraging en alle andere uitgaven ten laste van de ontwerper.

g) Alle strafbepalingen bedoeld in a, b, c, d en e zullen van rechtswege van toepassing zijn bij het vervallen van de termijnen en zonder voorafgaande ingebrekestelling; voor de strafbepalingen bedoeld in lid e zal de fout van de ontwerper bij aangetekend brief vastgesteld en betekend worden.

h) Indien het voor de ontwerper — tijdelijk of voor een langere termijn — onmogelijk is de opdracht die hem werd toevertrouwd te voltooien, wijst hij onverwijld de persoon aan die hij voor zijn vervanging voorstelt. Als dit voorstel door de opdrachtgever niet wordt aanvaard, dan kan deze de persoon van zijn keuze aanwijzen.

Artikel 14. — Verantwoordelijkheid :

De ontwerper wordt van zijn verantwoordelijkheid niet ontslagen door het feit dat de opdrachtgever het ontwerp en in voorkomend geval de aanvullende documenten heeft gecontroleerd en goedgekeurd.

Artikel 15. — Straffen :

Indien de ontwerper zijn verplichtingen ernstig verzuimt, onbevoegdheid of nalatigheid toont, inzonderheid als de in artikel 4 hierboven vermelde opleveringstermijnen meer dan dertig dagen overschreden worden, behoudt de opdrachtgever zich het recht voor aan deze overeenkomst een einde te maken zonder andere formaliteit dan het sturen van een bij ter post aangetekende brief en onverminderd de bepalingen van artikel 14.

Bij overlijden of ontzetting van de ontwerper wordt deze overeenkomst voor het niet uitgevoerde deel van rechtswege ontbonden.

Bij ontbinding van deze overeenkomst wordt een staat van de uitgevoerde prestaties die aanleiding kunnen geven tot betaling van honorarium opgemaakt.

Na eventuele schuldvergelijking wordt het aldus vastgestelde honorarium ten gunste van de ontwerper of van zijn rechthebbenden vereffend.

Artikel 16. — Taalgebruik :

De ontwerper stelt de dokumenten op overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Indien krachtens die wetgeving de dokumenten in verschillende talen vereist zijn, worden de kosten van vertaling en collatie van de teksten aan de ontwerper terugbetaald tegen overlegging van facturen.

Artikel 17. — Betalingswijze :

De betalingen worden verricht bij overschrijving op de postgirorekening nr. geopend op naam van
(BTW nr.). (*)

In tweevoud en te goeder trouw opgemaakt te

Elke partij bevestigt dat zij één exemplaar van de overeenkomst heeft verkregen.

De ontwerper,

De opdrachtgever,

vertegenwoordigd door
bijgestaan door

(*) aan te vullen bij de ondertekening van de overeenkomst.

Gezien en goedgekeurd om bij het besluit van de Executieve van 9 april 1987 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve
belast met de Nieuwe Technologieën, het Personeel en de Buitenlandse Betrekkingen

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting, de Financiën
en de Gesubsidieerde Werken,

Ch. AUBECQ

F. 87 — 1688

**9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
modifiant l'article 309 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 12, 13 et 309;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par l'insécurité juridique qui découle de l'inapplicabilité de facto du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme;

Sur proposition de notre Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale, pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'article 309 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme est modifié comme suit :

« En l'absence de plan particulier d'aménagement, le présent chapitre s'applique aux zones protégées en matière d'urbanisme dont le périmètre, approuvé par l'Exécutif, après avis des conseils communaux intéressés, est délimité conformément aux annexes 1 à 22. »

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne, chargé de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD